

Source : <https://www.facebook.com/notes/jean-marc-jancovici/-trois-mesures-pour-sortir-du-d%C3%A9sastre-%C3%A9cologique-05092018/10156045079513191/>

Téléchargement 06 09 2018



« Trois mesures pour sortir du désastre écologique » 05/09/2018

via [Jean-Marc Jancovici](#) · Mercredi 5 septembre 2018

Article du Monde : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/09/05/claude-henry-trois-mesures-pour-sortir-du-desastre-ecologique_5350348_3232.html

Dans une tribune, le professeur de développement durable Claude Henry propose des changements radicaux mais nécessaires à notre survie.

Par Claude Henry (professeur de développement durable et président du Conseil scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri))

Année après année, on espère voir s'amorcer une décroissance des émissions de gaz à effet de serre – et du CO₂ en particulier ; année après année, l'espoir est déçu. A ce rythme, il y aura dans moins de vingt-cinq ans une telle accumulation de ces gaz dans la haute atmosphère que la température moyenne de la Terre sera supérieure de plus de 2 °C à ce qu'elle était avant la révolution industrielle, et l'humanité sera confrontée aux désordres majeurs attendus du franchissement de ce seuil. Comme elle n'aura entre-temps pas cessé de gaspiller le capital naturel (diversité biologique, eau douce, air, sols fertiles), dont elle devrait au contraire préserver l'héritage pour des générations à venir plus nombreuses, elle se trouvera complètement désarmée face à un chaos généralisé alimenté par trois facteurs.

Premièrement, des événements météorologiques extrêmes et à répétition, qui saperont la santé des hommes, l'activité économique et la cohésion sociale. Avec, ponctuellement, des records de température entre 45 et 55°C, hypothèse réaliste d'après des simulations réalisées à Météo France, selon Jean Jouzel. Ou sous la menace d'inondations toujours plus fréquentes à l'intérieur des terres et de niveaux de la mer toujours plus élevés sur les côtes ?

Deuxièmement, l'enracinement de maladies jusqu'à présent cantonnées aux pays tropicaux, et sans doute, aussi, de maladies inconnues aujourd'hui.

Troisièmement, l'effondrement de l'agriculture, du fait de températures trop élevées, de pénuries d'eau, de la déstructuration des sols et de la destruction de la biodiversité biologique, consécutives à ses propres excès.

Enfin, et peut-être surtout, que restera-t-il de la démocratie, du droit et même de tout sentiment moral lorsqu'il aura fallu choisir entre accepter que l'Europe soit submergée par des dizaines de millions de migrants fuyant des situations encore plus désespérées en Afrique ou en Asie, ou accepter d'utiliser, pour les repousser, tous les moyens disponibles ?

« FACE AUX PERSPECTIVES D'EFFONDREMENT AUXQUELLES NOUS SOMMES CONFRONTÉS, LES DEMI-MESURES DONT ON S'EST CONTENTÉ JUSQU'À PRÉSENT NE

CONSTITUENT PAS UNE RÉPONSE RATIONNELLE »

« Vanité des vanités, tout est vanité. Quel profit tire l'homme de toute la peine qu'il se donne sous le soleil ? » (Ecclésiaste 2:3).

Face aux perspectives d'effondrement auxquelles nous sommes confrontés, les demi-mesures – ce sont même, plutôt, des dixièmes de mesure – dont on s'est contenté jusqu'à présent ne constituent pas une réponse rationnelle. Ce que font ceux qui aujourd'hui ont du pouvoir, politique ou économique, ne contribue guère à nous écarter de la trajectoire qui mène au désastre, quand cela ne nous y pousse pas.

De réponses rationnelles il n'y en a que deux, le reste est mirage. Soit, refaisant à la mesure du monde le scénario du film *La Grande Bouffe*, nous nous vautrons, aussi longtemps que faire se peut, dans les délices d'une « civilisation » confortable, provisoirement confortable : elle ne laisse aucune chance à nos enfants, nos petits-enfants et leurs successeurs (s'il y en a). Soit nous prenons un chemin décisivement différent ; dans cette perspective, et ce sera notre contribution, nous allons explorer trois domaines d'action. Au regard de tout ce qu'on peut et doit faire, c'est bien insuffisant. Mais à chaque effort son champ ; que chacun balise son bout de chemin.

Les analyses qu'on va lire peuvent évidemment être discutées, mais sans doute pas fondamentalement remises en cause. En revanche, les propositions qui les prolongent seront féroce­ment contestées. Sont-elles irréalistes ? Au sens du « business as usual » qui domine notre vie collective et la plombe, elles le sont sûrement. Elles le sont cependant sûrement moins que l'illusion que nous pouvons sauver notre peau – et, surtout, celle de ceux qui nous suivront – sans changement radical. Mais à cette illusion, nos concitoyens, dans leur grande majorité, s'accrochent aussi fort que les Troyens au cheval fatal :

« Inconscients et aveuglés par notre folie, nous installons en notre sainte citadelle ce monstre de malheur. A ce moment aussi, Cassandre ouvre la bouche, dévoilant l'avenir, elle en qui, sur ordre d'un dieu, les Troyens n'ont jamais cru. Et nous, malheureux, qui vivons notre dernier jour dans la ville, nous orons les temples des dieux de feuillages de fête. » (Enéide, 2 : 244-249)

Proposition 1 : réorienter la pression fiscale sur les activités et produits qui contribuent significativement à la dégradation du capital naturel, de manière à changer les modes de production et les comportements de consommation

Cette réforme fiscale a été menée à bien en Suède sur la base d'un vote du Parlement en 1990, introduisant une grande variété de taxes. Les émissions du polluant de l'air le plus préoccupant à l'époque, le SO₂, ont été taxées à un taux fixé pour induire une diminution de 75 % en dix ans ; cet objectif a été atteint. La production de déchets solides a aussi été maîtrisée par des taxes bien ajustées et, dans le cas des emballages, remboursées pour retour contrôlé. En revanche, les intrants chimiques en agriculture industrielle ont été taxés à des taux insuffisants pour en réduire significativement l'utilisation.

Anticipant l'explosion d'une pollution majeure, la loi de 1990 a introduit une taxe au taux de 27 euros par tonne de CO₂ émise dans l'atmosphère ; par paliers successifs, cette taxe a été augmentée jusqu'à son niveau actuel, 117 euros ; des réductions sont consenties aux entreprises les plus impliquées dans la concurrence internationale. En 2012, le pays était à mi-chemin de son objectif pour 2020, c'est-à-dire une diminution des émissions de CO₂ de 40 % par rapport à 1990, essentiellement obtenue à partir d'une diminution proportionnée de l'usage des combustibles fossiles. Dans le même temps, le PNB a augmenté de 60 % et la pression fiscale totale a diminué de 10 points. De sa fiscalité « folle » (opinion largement répandue hors d'Europe du Nord), l'économie, pourtant très ouverte, et la prospérité générale de la Suède ne semblent pas avoir souffert, pas plus qu'une qualité de justice sociale qui, tout en n'étant pas parfaite, est toujours un modèle.

« LA SUÈDE A ÉVITÉ DEUX ÉCUEILS : LA BRUTALITÉ D'UNE TAXE CARBONE ISOLÉE, HORS D'UNE RÉFORME FISCALE COHÉRENTE ; LA TENTATION D'EN FAIRE UNE VACHE À LAIT POUR LE BUDGET GÉNÉRAL »

Les recettes fiscales assurées par les taxes lancées en 1990 ont servi à diminuer les impôts sur le

revenu des ménages et sur les bénéfices des entreprises. Elles ont aussi contribué à corriger significativement les effets de la nouvelle fiscalité sur les catégories sociales les plus susceptibles d'en souffrir. Il ne s'agit pas seulement de transferts monétaires directs mais aussi de subventions à l'utilisation de combustibles substituts et à des efforts d'économies d'énergie, ainsi que de financements de politiques améliorant le cadre de vie, par exemple l'extension des transports publics suburbains pour éviter que certains habitants soient prisonniers de l'usage, devenu plus coûteux, de leurs véhicules individuels. Deux écueils ont ainsi été évités : la brutalité d'une taxe carbone isolée, hors d'une réforme fiscale cohérente ; la tentation d'en faire une vache à lait pour le budget général. Assurément, dans leur immense majorité, les habitants de la planète ne sont pas suédois. Cependant, s'ils ne se décident pas rapidement à imiter les Suédois, le sort de leurs descendants ne sera pas enviable.

Proposition 2 : prononcer et organiser la faillite des entreprises qui contribuent le plus à la dégradation du capital naturel et qui font le plus obstacle à la transition écologique et économique, de manière à en faire des instruments de celle-ci

Il s'agit en particulier des entreprises productrices d'énergies fossiles ainsi que d'une grande partie du secteur de la chimie. La comptabilité de ces entreprises souffre de deux écueils. Premièrement, les actifs sont surévalués. En ce qui concerne la production d'énergies fossiles, on sait en effet que, pour avoir une chance réelle de ne pas faire exploser le climat, il est unimaginable de brûler la totalité des réserves prouvées de combustibles fossiles. Cela provoquerait des émissions de l'ordre de 2 500 à 3 000 gigatonnes de CO₂ au total, soit environ quatre fois le seuil compatible (peut-être) avec la limitation du réchauffement à + 2°C.

Comme le souligne Nicholas Stern : « Il y a une contradiction fondamentale entre l'objectif d'intérêt public (ne pas dépasser le seuil) et les valeurs en Bourse très élevées des entreprises productrices d'énergies fossiles, valeurs qui sont fondées sur les réserves qu'elles contrôlent » (Financial Times, 9 décembre 2011). On peut faire le parallèle avec le très gros risque boursier que représente pour Bayer l'acquisition de Monsanto. Il est impératif de dégonfler les actifs de ces entreprises ; non seulement le climat et les autres composantes du capital naturel sont en cause, mais aussi la stabilité du système financier dans son ensemble.

« DEPUIS LE DÉBUT DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE FIGURE AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DES ENTREPRISES LA CONSOMMATION, LE PLUS SOUVENT SANS CONTREPARTIE, DU CAPITAL NATUREL QUE LA PLANÈTE OFFRE À L'HUMANITÉ »

Deuxièmement, le passif est sous-évalué. Depuis le début de la révolution industrielle figure au cœur de la stratégie des entreprises la consommation, le plus souvent sans contrepartie, du capital naturel que la planète offre à l'humanité. Les économistes appellent cela pudiquement des « effets externes ». Le plus énorme des effets externes, c'est le changement climatique, a souligné Nicholas Stern au cours de la présentation de la Stern Review, aux côtés de l'ancien premier ministre Tony Blair et de l'ex-chancelier de l'Echiquier Gordon Brown.

Les entreprises concernées sont en faillite économique et menacées de faillite financière – menace qui s'est déjà concrétisée sur le New York Stock Exchange pour plusieurs des plus importants producteurs de charbon aux Etats-Unis. Pour continuer à fonctionner, avec de nouveaux objectifs, chacune de ces entreprises serait placée sous le contrôle d'un mandataire de ses créanciers, c'est-à-dire de toutes les victimes de dommages associés aux effets externes dont elle porterait la responsabilité. Il ne peut évidemment s'agir d'un mandataire de personnes toutes précisément identifiées, mais d'un mandataire tel que Chateaubriand décrit George Washington dans Voyage en Amérique : « On dirait qu'il se sent le mandataire de la liberté de l'avenir. » Il s'agirait d'un mandataire pour la transition écologique et économique, utilisant dans cet esprit les ressources de l'entreprise dont il aurait la charge.

Proposition 3 : substituer un modèle d'agriculture fondé sur la biologie au modèle fondé sur la chimie

L'agriculture industrielle fondée sur la chimie dévaste le sol (support de produits chimiques plutôt que milieu vivant), les eaux douces (et même marines, à proximité de certaines côtes) et la diversité

biologique. Elle émet même des gaz à effet de serre beaucoup plus virulents que le CO₂. Ces effets externes ont permis des augmentations spectaculaires de rendements, qui, maintenant, plafonnent et commencent même à diminuer, d'où des craintes exprimées notamment par la Banque mondiale dans son rapport sur l'agriculture : « Il devient de plus en plus évident que la productivité de nombreux systèmes agricoles intensifs n'est pas soutenable. Sont en cause la dégradation des sols et le développement de résistances génétiques chez les ravageurs et les plantes concurrentes indésirables. »

« FACE AU DÉSASTRE, UNE RELÈVE BIOLOGIQUE, MAINTENANT EFFICACE, EST MOBILISABLE. ELLE INCLUT L'AGROBIOLOGIE, L'AGROFORESTERIE, L'AGRICULTURE DITE "BIO", MAIS NE S'Y LIMITE PAS »

Face au désastre, une relève biologique, maintenant efficace, est mobilisable. Elle inclut l'agrobiologie, l'agroforesterie, l'agriculture dite « bio », mais ne s'y limite pas. Elle est fondée sur la richesse vivante des écosystèmes, le sol en première ligne, en particulier sur les réseaux d'interactions en leur sein, et sur la capacité à les mobiliser qu'apportent les incroyables avancées de la biologie au cours des dernières décennies. Elle fait même la place à une chimie renouvelée, selon sa logique, comme l'indique un rapport de la Royal Society : « Il y a un potentiel pour une nouvelle classe de produits chimiques destinés à la protection des cultures, une nouvelle classe fondamentalement différente de tout ce qui est utilisé aujourd'hui. Les nouveaux composants seraient proches de ceux présents à l'état naturel dans les plantes pour mobiliser des mécanismes de résistance naturelle contre les agresseurs ; dans la mesure où ces nouvelles molécules n'attaqueraient pas directement les pathogènes, elles resteraient neutres vis-à-vis de l'environnement. » Science, oui, mais pas science-fiction ; science capable dès à présent d'applications majeures. Demandez à des centaines de milliers de petits exploitants kényans. Ils cultivent principalement du maïs, dont le principal ennemi est la pyrale du maïs ; la femelle dépose ses œufs à l'intérieur des tiges, dont se nourrissent ensuite les larves. Difficile, dans ces conditions, d'utiliser des pesticides. L'International Centre of Insect Physiology and Ecology, basé à Nairobi, et Rothamsted Research, la plus ancienne et la plus fameuse station de recherche agronomique britannique, ont trouvé ensemble une solution efficace et élégante. Des arbres sont plantés au milieu des champs de maïs ; ils produisent des émanations chimiques qui repoussent les redoutables femelles (c'est le « push »). Des bordures d'herbe sont installées autour des champs ; l'herbe produit des émanations qui attirent non seulement les femelles (c'est le « pull »), mais aussi des prédateurs de leurs œufs. L'identification de la meilleure variété d'arbre (bonus : des bactéries sur ses racines fixent l'azote de l'air, avantage supplémentaire précieux pour des sols chroniquement pauvres en azote) et de deux variétés optimales d'herbes a demandé un long travail. Travail maintenant récompensé par des rendements compris entre 4 et 5 tonnes ha/an, au lieu de 1 à 2 dans les champs non aménagés.

Ce résultat n'est pas une heureuse exception : les rendements de l'agriculture basée sur la biologie ont le potentiel, déjà matérialisé dans de nombreuses situations, de dépasser ceux de l'agriculture basée sur la chimie ; et les nuisances, pour l'essentiel, disparaissent. Cela n'évoque-t-il pas la course-poursuite des énergies renouvelables ? Cela indique en tout cas qu'il est impératif de transférer un maximum de ressources, humaines et matérielles, à l'agriculture de la relève. Vers 1789 ? Comment de pareilles utopies ne seraient-elles pas écrasées par l'énorme concentration d'intérêts et de pouvoirs en place ? Comment a-t-il été possible que les structures et les bénéficiaires d'un ordre millénaire n'aient pas étouffé la marche vers 1789 ? Dans le « Livre III » de L'Ancien Régime et la Révolution, Alexis de Tocqueville décrit et analyse le fourmillement de visions nouvelles et d'actions au cours des décennies 1770 et 1780, convergeant finalement vers l'effondrement de l'ordre ancien et l'émergence (douloureuse) d'un monde nouveau. Visions et actions, aussi imaginatives et diverses que l'étaient celles du XVIII^e siècle, foisonnent aujourd'hui sur le chemin d'une transition écologique et économique. Convergeront-elles à temps ? Assistera-t-on à une nuit mondiale du 4 août ? A chacun son optimisme ou son pessimisme. Au moins l'hypocrisie n'a-t-elle plus aucune excuse. Claude Henry est professeur de développement durable à Sciences Po Paris et à l'Université Columbia, à New York. Il a travaillé à l'Ecole polytechnique pendant plus de trois décennies, en tant que professeur et directeur du laboratoire d'économétrie. Physicien de formation, il est devenu économiste et a coédité la Review of Economic Studies puis le Journal of Public Economics. Il a également été membre du

Conseil d'analyse économique de 1997 à 2002 sous l'autorité du premier ministre Lionel Jospin. Il est membre de l'Academia Europea, fellow de l'Econometric Society et médaille d'argent du CNRS.

Par CLAUDE HENRY professeur de développement durable et président du Conseil scientifique de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri)